

**"Il n'y a plus d'avenir pour le Québec dans le système économique actuel"  
"Ne comptons que sur nos propres moyens"**

Reportage sur l'étude  
des documents de travail  
dans le mouvement  
telle qu'elle se déroule  
présentement.

## DES DOCUMENTS DE TRAVAIL QUI NE MOISIRONT PAS SUR LES TABLETTES

### OÙ EN EST L'ÉTUDE DES DOCUMENTS ?

Le journal LE TRAVAIL commence dans ce numéro une série de reportages sur la discussion des documents "Il n'y a plus d'avenir pour le Québec dans le système économique actuel" et "Ne comptons que sur nos propres moyens" qui est en cours dans le mouvement. Dans chaque numéro, d'ici le congrès de juin, LE TRAVAIL consacrera une ou deux pages à rendre compte le plus fidèlement possible de cette consultation qui s'annonce déjà comme une des plus larges et des plus systématiques qu'on n'ait jamais fait dans la CSN. Le comité des douze aura pour but de recueillir et de présenter au congrès les résultats de cette consultation. Quant à nous, notre but se limite à faire connaître à tout le mouvement, au fur et à mesure de son déroulement, comment évolue la discussion.

Nous avons cru utile, dans ce premier reportage, de faire un tour d'horizon complet en demandant au président de chaque conseil central et de chaque fédération comment se faisait ou se ferait l'étude des documents dans son secteur ou sa région, quelles réactions elle suscitait chez les syndiqués et dans le milieu, et quelle est la situation de l'emploi chez eux. Les renseignements recueillis sont forcément rapides et incomplets, mais l'ensemble est impressionnant et permettra sans doute à chacun de mieux se situer dans l'opération. Nous avons ajouté le point de vue de chacun des membres de l'exé-

cutif de la CSN sur le sens de ce débat dans le mouvement.

Plusieurs constatations se dégagent des informations recueillies dans ce premier reportage.

### 1- TOUT LE MOUVEMENT EN DISCUTE

L'étude et la discussion du document est engagée dans tout le mouvement. C'est une aventure de taille. Le document de travail n'est pas facile. Le sujet n'est pas facile. Une consultation aussi large sur des problèmes et des choix aussi complexes et globaux est une nouveauté pour la plupart, même à l'intérieur du syndicalisme. C'est très exigeant et on n'a pas que cela à faire. Pourtant, le tour d'horizon présenté ci-dessous permet d'affirmer que le mouvement accepte de tenter l'aventure. Contrairement à bien d'autres documents, ceux-ci ne sont pas sur le chemin des tablettes. Où est-ce qu'ils vont finir? Il est difficile de le dire; mais ils sont en train de mobiliser les esprits à tous les niveaux.

### 2- C'EST DÉJÀ L'AFFAIRE DES MEMBRES

On peut constater également que la façon d'aborder les documents de travail se précise rapidement. Sauf de

très rares exceptions, qui n'ont d'ailleurs rien de définitif et d'absolu, il se précise une volonté de faire discuter les documents par les membres et la volonté également de prendre le temps qu'il faut pour comprendre, dégager ce qu'on trouve de bon et de moins bon. Ceux qui ont voulu faire vite sans donner aux membres le temps suffisant pour comprendre n'ont réussi qu'à créer des tensions dans leur milieu et à transformer ce qui peut être une réflexion sur notre situation en une guerre de mots et d'idéologies. De toutes façons, comme tout le monde sent bien que des choses vont mal et qu'il faut faire quelque chose, le débat au niveau des membres ne saura être évitée nulle part: le document est déjà l'affaire des membres.

### 3- FÉVRIER SERA DÉTERMINANT

Le tour d'horizon révèle également que le mois de février sera déterminant puisque les premières véritables journées d'étude, presque partout, sont prévues pour ce mois-là.

### 4- UN BESOIN PRESSANT D'INSTRUMENTS D'ÉTUDE

Comme le document n'est pas d'un abord facile, la

plupart ressentent ou ressentiront rapidement le besoin d'instruments pour faciliter l'étude des documents: résumés faciles d'accès, tableaux, informateurs dont la tâche soit d'aider à comprendre le document et non à le condamner ou à le défendre, etc. Le comité des douze est présentement en mesure de fournir certains de ces instruments. Mais cela ne suppléera pas à une bonne préparation des sessions, sinon beaucoup risquent de se décourager et de tirer trop vite des conclusions qui ont somme toutes peu de choses à voir avec la portée réelle des documents.

### 5- LES MALENTENDUS SE DISSIPENT

Un certain nombre de malentendus sont en voie d'être dissipés: l'origine du document; le fait qu'il est un document de travail et non une position de la CSN ou de ses instances supérieures; le fait que la 2ème édition compte quelques pages d'explications supplémentaires; les problèmes de mots comme socialisme, marxisme, capitalisme, dirigisme, totalitarisme, modèles préfabriqués, etc; le fait que le congrès de juin se prononcera sur une orientation définie par les membres et non sur les documents eux-mêmes qui ne sont que des instruments.

### 6- LE SENS DU DÉBAT SE PRÉCISE

Les interviews des membres de l'exécutif montrent bien que le débat en cours porte sur l'orientation et la direction à choisir pour l'action syndicale en 1972. Le problème, tel qu'il est posé par les membres de l'exécutif, peut se résumer ainsi. Les problèmes des travailleurs changent rapidement de forme parce que la société change rapidement; nous réalisons présentement encore plus qu'avant que le chômage fait partie de notre système et que les gouvernements, ne pouvant planifier l'économie qui leur échappe de plus en plus, ont comme seule solution de planifier notre misère et notre assistance. L'action syndicale doit-elle s'attaquer globalement à ce système économique et social qui est en train de s'installer, en prenant le risque de changer rapidement certaines habitudes du mouvement syndical, ou doit-elle au contraire, s'en tenir aux modes d'action développés les dernières années et encore incomplètement digérées, au risque de ne pas pouvoir s'attaquer de front aux nouvelles formes d'asservissement que prend le pouvoir économique et politique? En d'autres mots, doit-on prendre le risque d'aller trop vite pour le mouvement ou trop lentement pour rejoindre les véritables champs de bataille? La réponse à cette question est entre les mains des travailleurs.

### QUELQUES PRÉCISIONS SUR LES DOCUMENTS DE TRAVAIL

### L'ORIGINE ET LE STATUT DES DOCUMENTS

Le 2 septembre 1971, le président de la fédération de la métallurgie, Maurice Boucher, mandaté par son bureau fédéral, rencontre l'exécutif de la CSN pour discuter de l'action à prendre devant les fermetures d'usines et les mises à pieds massives qui ont atteint un état de crise, particulièrement dans la métallurgie et les produits chimiques. On pense qu'il faut faire plus qu'une conférence de presse ordinaire: une équipe, aidée de l'économiste Jean-Guy Loranger, prépare un document.

Le 8 septembre, le bureau confédéral de la CSN prend position sur le problème en adoptant à l'unanimité le document préparé qui sera intitulé "Il n'y a plus d'avenir pour le Québec dans le système économique actuel" et imprimé à 25,000 exemplaires. Devant cette première analyse des causes et des remèdes radicaux au problème du chômage, le bureau confédéral demande à la CSN de pousser l'étude plus loin.

Une équipe se remet au travail avec Jean-Guy Loranger et produit le document qui recevra le titre "Ne comptons que sur nos propres moyens". Le document est présenté à l'exécutif au moment où celui-ci s'appretait à examiner un document que le dernier congrès avait laissé en plan faute de temps: "Mesures de paix", document qui avait été produit dans le contexte de la crise d'octobre 1970. Après le congrès, ni le conseil ni le bureau confédéral n'avaient encore trouvé le temps de l'étudier. L'exécutif accepte de présenter au conseil confédéral le nouveau document "Ne comptons que sur nos propres moyens" qui vise les mêmes buts mais dans le contexte particulier des problèmes soulevés par la fédération de la métallurgie.

Au Conseil confédéral des 6, 7, 8 et 9 octobre, les trois documents "Mesures de Paix", "Il n'y a plus d'avenir pour le Québec dans le système économique actuel" et "Ne comptons que sur nos propres moyens" sont distribués aux participants. Le dernier document est lu publiquement par le président qui explique qu'il n'y

a là que des précisions sur les objectifs de la CSN tels que définis dans les documents antérieurs. Le Conseil confédéral, sur une recommandation de l'exécutif, vote les résolutions suivantes:

1. "Que le document "Il n'y a plus d'avenir pour le Québec dans le système économique actuel" soit reçu par le conseil confédéral à titre d'explicitation de l'orientation de base déjà contenue dans les documents de la CSN, notamment "La déclaration de principes", "Une société bâtie pour l'homme", "Le deuxième front" et "Un camp de la liberté."

2. Que le document "Ne comptons que sur nos propres moyens", qui constitue une analyse du premier document, soit reçu par le conseil confédéral comme document de travail."

3. Que ces documents soient "étudiés par le plus grand nombre possible de militants d'ici le prochain congrès", que "les conseils centraux, les fédérations et les syndicats consacrent tout le temps nécessaire à l'étude en profondeur des dits documents", que le document "Mesures de Paix" soit "précisé et adapté en fonction des deux autres documents", que "tous ces documents soient expliqués et vulgarisés", l'exécutif se chargeant de trouver les moyens financiers à l'intérieur du budget "pour les études requises à cette fin et leur publication sous forme écrite et visuelle", que "les services de l'information, de l'action politique, de l'éducation et le service économique" aient la tâche de faire ces études et cette vulgarisation, "qu'un comité soit formé par le conseil confédéral pour analyser les résultats des sessions d'étude et dresser un rapport, à l'aide des experts voulus, en vue de dégager les volontés maîtresses exprimées par les travailleurs", que ce comité soit formé de 12 membres (6 des régions administratives et 6 des fédérations) plus le président général.

### LE COMITÉ DES DOUZE ET LES INSTRUMENTS DE VULGARISATION

Le comité des douze a été formé. Il a comme président Maurice Boucher. Les résolutions du Conseil confédéral confiaient aux services d'information, d'éducation, d'action politique et au service économique la tâche de diffuser les documents et de les expliquer d'une part; d'autre part, elles confiaient au comité des douze la tâche d'analyser les résultats des sessions d'études tenues dans les syndicats, les conseils centraux et les fédérations et de dresser un rapport qui dégage les volontés maîtresses des travailleurs. Les services en question et le comité des douze ont décidé de travailler ensemble. Ils ont insisté à date sur l'importance d'étudier les documents et de bien comprendre d'abord la description du système. Pour faciliter l'explication des documents, ils ont organisé une session d'étude en décembre pour les cadres de la CSN et une double session à Québec et à Montréal, fin janvier - début février, pour les permanents et employés de tout le mouvement, et les officiers de conseils centraux. Ces personnes pourront désormais jouer un rôle d'informateurs. D'autres personnes-ressources ont également été invitées comme informateurs lors de sessions locales un peu partout.

La diffusion des documents a été faite comme suit: le document "Il n'y a plus d'avenir pour le Québec dans le système économique actuel" a été imprimé en septembre à 25,000 exemplaires et on vient d'en réimprimer 10,000 exemplaires. Le document "Ne comptons que sur nos propres moyens" a été imprimé à 77,000 exemplaires: 44,000 ont été distribués dans Québec-Press, 31,000 dans le mouvement, et il en reste 2,000. Une brochure d'introduction et de vulgarisation des documents, intitulée "Pourquoi la CSN propose un changement radical", vient d'être tirée à 50,000 exemplaires. Un autre instrument de vulgarisation et d'explication est maintenant disponible: il s'agit d'une série d'acétates qui permettent de visualiser les principales données des documents.

Plusieurs se sont plaints des retards dans la parution de ces instruments d'étude: la raison de ces retards tient principalement aux problèmes de budget rencontrés par le comité des douze.

La suite du programme du comité des douze et des services impliqués n'est pas encore établie.

### LA 1ère ET LA 2ième ÉDITION DU DOCUMENT "NE COMPTONS QUE SUR NOS PROPRES MOYENS"

Certains se sont inquiétés du fait que la 2ème édition du document "Ne comptons que sur nos propres moyens" comporte 20 pages de plus que la 1ère édition qui n'avait été tirée qu'à 1000 exemplaire. Certains y ont même vu un complot visant à changer le sens du document accepté comme document de travail par le conseil confédéral. Même si ces soupçons ou ces rumeurs ne résistent pas à l'analyse des deux éditions et même s'il saute aux yeux que les quelques paragraphes ajoutés n'ont qu'un but explicatif, nous énumérons ci-dessous la liste des différences entre la 1ère et la 2ème édition afin de dissiper tout malentendu à ce sujet:

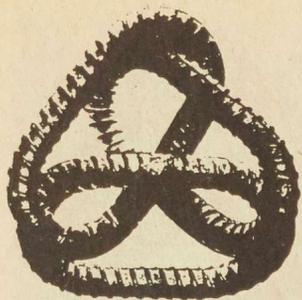
1. Voici les éléments de la 1ère édition qui ont été supprimés:

- p. 7: la référence à un article de revue.
- p. 19: un tableau sur la valeur de la production, graphiquement illisible.
- p. 31: deux paragraphes obscurs ont été remplacés par une explication plus claire sur la fuite des capitaux.
- p. 37: quelques paragraphes rapides sur le sort des institutions économiques créées durant la révolution tranquille ont été remplacées par une explication plus élaborée de la tentative d'orientation de l'économie québécoise durant la révolution tranquille.

2. Voici les éléments ajoutés dans la 2ème édition.

- un certain nombre de sous-titres ont été ajoutés dans la marge pour faciliter la lecture.
- p. 10: Le tableau de la page 10 a été ajouté pour illustrer le phénomène de la concentration des compagnies que décrit le texte.
- p. 12-15 et 22-24: Six pages ont été ajoutées pour expliquer la portée des mesures de Nixon. Ce point était seulement mentionné dans la première édition parce que, ces mesures étant récentes, la documentation était encore très réduite.
- p. 44-53: Neuf pages remplacent ici les trop brèves affirmations de la 1ère édition et fournissent une description plus claire, pour le lecteur moyennement informé, de la tentative faite par le gouvernement du Québec des années 60 pour réorienter l'économie et des résultats de cette tentative.
- p. 55: L'annonce "Ici on parle profits", tirée d'une revue américaine, a été ajoutée.
- p. 72-76: Quatre pages d'explications sur les conséquences économiques de la présence de Iron Ore ont été ajoutées.
- p. 104: Le tableau des sociétés liées à la Banque de Montréal a été ajouté.

Aucune modification n'a été faite dans la troisième et la quatrième partie du document qui porte sur les solutions suggérées, notamment les perspectives d'un socialisme québécois. Tout observateur de bonne volonté conviendra donc rapidement que les modifications apportées dans la 2ème édition n'ont pour but que de faire profiter le lecteur d'une documentation plus à date et d'explications ou d'illustrations plus claires au niveau de la description des faits.



**CSN**



**CSN**



**CSN**

## FÉDÉRATION DU COMMERCE

Robert Tremblay

L'exécutif de la fédération du commerce a adopté à l'unanimité une résolution "déplorant et dénonçant le climat teinté, tantôt de polémique, de passion et de démagogie, et trop souvent d'électoralisme qui a dominé à l'intérieur du mouvement depuis le lancement du document de travail". Elle estime "que les attaques contrôles personnes, les individus ou les groupes et les déclarations folichonnes et farfelues faites sur la place publique n'éclairaient pas le débat, mêlent les travailleurs, brouillent les cartes et les objectifs. Elle considère le document "Ne comptons..." comme un "document d'étude et de travail extrêmement sérieux". La fédération, après une vaste consultation auprès de la base et une étude approfondie faite par ses syndicats affiliés, prendra démocratiquement une décision finale à son congrès.

## FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTS

Francine Lalonde

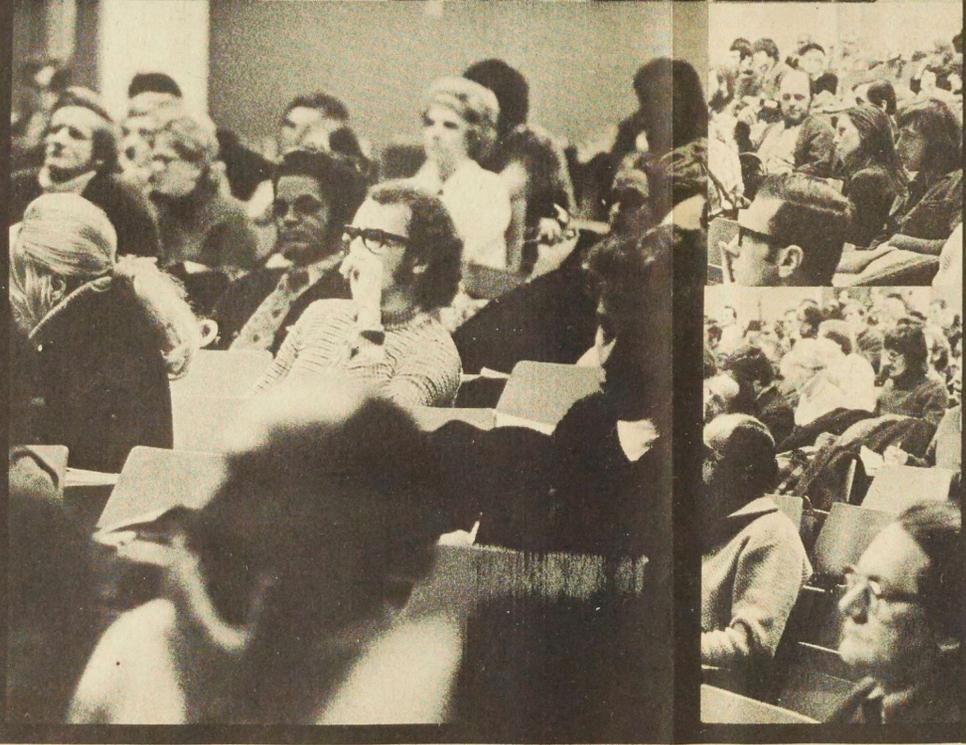
Le document a été envoyé à chaque membre. Plusieurs syndicats ont déjà commencé à en discuter, notamment celui de l'université du Québec. Une partie du congrès de la fédération, le 17 février, sera consacré au document mais aucun vote ne sera pris. L'exécutif est d'accord dans l'ensemble mais n'a pas l'intention de se prononcer. "Les membres sont en mesure de prendre connaissance du document et de s'en faire une idée; il y a donc moins de charriage que dans d'autres secteurs. Mais on peut prévoir une réaction partagée. Si l'on se fie à la réaction de l'an dernier face aux mesures de guerre, on peut faire le tableau suivant: dans les Cegeps, une majorité favorable; dans le SPEQ (instituts de musique, d'agriculture, d'hôtellerie), une majorité défavorable; dans les universités, très favorable; dans les collèges privés, plutôt réticents. De toutes façons, ce sont les membres qui se prononceront."

## FÉDÉRATION DES INGÉNIEURS ET CADRES

Jean-Guy Rodrigue

Le document ne pose pas de problèmes de compréhension dans cette fédération. La réaction est presque unanimement bonne. On aimerait que l'étude débouche sur des propositions concrètes au niveau des solutions. Le bureau fédéral a discuté de la méthode à suivre et a demandé aux syndicats de le distribuer à leurs membres. Le document constituera le principal thème du congrès de la fédération.

# C'EST DÉJÀ L'AFFAIRE DES MEMBRES DE LA BASE



## FÉDÉRATION DES SERVICES

Norbert Rodrigue

Le bureau fédéral a établi un programme d'étude le 24 janvier. Ce programme peut se résumer ainsi: un bureau fédéral se réunira en février pour étudier le document; le conseil fédéral sera consulté également; des sessions d'études seront organisées pour les syndicats qui sont invités à demander l'aide technique soit des conseils centraux, soit de la fédération, soit de la CSN. "On considère que le document est accessible aux travailleurs et il n'est pas question pour la fédération de se prononcer avant que les syndicats l'aient étudié."

## FÉDÉRATION DES SERVICES PUBLICS

Jean des Troismaisons

L'exécutif et les permanents de la fédération réunis le 21 janvier ont décidé à l'unanimité d'entrer de plein pied dans l'étude du document et la consultation de tous les membres. Ils évaluent l'analyse de la situation économique contenue dans le document comme exacte; ils considèrent que des changements radicaux dans le système économique sont effectivement requis pour arriver à une juste répartition des biens et que ceci est implicitement contenu dans la "Déclaration de principes". Tous les syndicats sont invités à étudier le document. Le bureau fédéral discutera de ces conclusions prochainement. Le communiqué condamne également avec vigueur ceux qui tentent d'empêcher les membres d'étudier le document sous toutes sortes de prétextes et transforme cette étude et cette recherche en querelle de mots (marxisme, totalitarisme, etc.).

## FÉDÉRATION DU TEXTILE

Paul-Émile Comtois

L'exécutif examine le document, mais il veut que ce soient les membres qui prennent position et non les officiers supérieurs. Une journée d'étude est prévue en février. Le programme de l'opération n'est pas encore établi.

## FÉDÉRATION DU VÊTEMENT

Jean-Noël Godin

L'exécutif a pris connaissance du document et s'est contenté de le mettre à l'ordre du jour du prochain bureau fédéral qui aura lieu en mars. Nos syndicats participent à l'étude via la CSN et les conseils centraux. Nous n'avons reçu aucun commentaire officiel. La situation de l'emploi dans le secteur du vêtement n'est pas trop mauvaise.

## SYNDICAT DES FONCTIONNAIRES PROVINCIAUX.

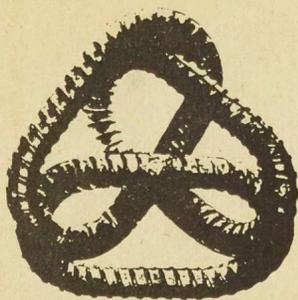
Jean-Paul Breuleux

L'exécutif voit favorablement l'étude du document. Chez les membres, la réaction est positive. Des rencontres auront lieu, mais ce n'est qu'après une session des permanents et du conseil syndical au début d'avril que des positions pourront être prises.

## FÉDÉRATION DU BÂTIMENT

Rénald Carey

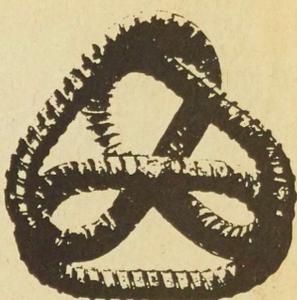
La prise de position de l'exécutif de la Fédération du bâtiment sur le document est désormais célèbre. Rénald Carey considère que le document est illisible pour les travailleurs. "Le document propose un régime marxiste, une société sans classe et conduit à la formation d'un parti politique, comme le précise Jean-Guy Loranger dans un interview à Point-de-Mire: tout ceci est irréaliste et ne correspond pas à ce que veulent les travailleurs avec qui j'en ai discuté la position de l'exécutif et des conseillers techniques a été confirmée par une session d'étude de 25 permanents de la construction qui en sont venus aux mêmes conclusions. Les syndicats qui veulent l'étudier sont libres de le faire mais on veut que les travailleurs sachent ce que ça veut dire. Le bureau fédéral en discutera lors de sa réunion dans une quinzaine de jours. Par la suite, nous attendons la consultation qu'est censé organiser le comité des douze. Quant aux réactions à notre position de la part de syndicats affiliés, on peut dire, à date, qu'elles ne représentent guère plus que l'opinion de quelques individus".



**CSN**



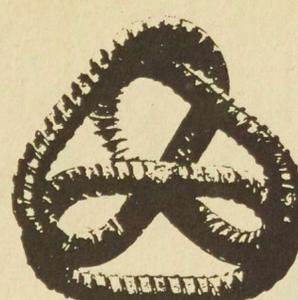
**CSN**



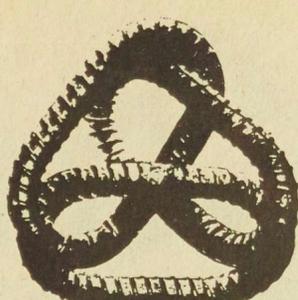
**CSN**



**CSN**



**CSN**



**CSN**

## FÉDÉRATION DE LA MÉTALLURGIE, MINES ET PRODUITS CHIMIQUES

*Maurice Boucher*

L'exécutif et les permanents ont commencé l'étude du document. Certains syndicats également, comme l'Alcan à Arvida. Aucune position n'a été prise. "On attend les réunions régionales et les instruments de vulgarisation projetés par le comité des douze. La situation de l'emploi est assez grave dans notre secteur: c'est même l'exposé de nos problèmes de fermetures d'usines qui fut l'occasion des études qui ont conduit au document en question. Ceci n'empêche pas qu'on peut s'attendre à une réaction assez conservatrice des membres de notre fédération. Il sera particulièrement difficile d'obtenir qu'on fasse une étude objective du document et qu'on en vienne à une position rationnelle."

## FÉDÉRATION DU PAPIER ET DE LA FORÊT

*Victor Dahl*

La situation de l'industrie du papier risque de tourner à la catastrophe, selon l'expression même de la fédération. La fédération a suggéré ses solutions au sujet de la forêt, à la suite de l'étude économique de Yvon Valcin. On peut s'attendre à beaucoup de réticences face aux solutions encore plus globales proposées par le document. "Ca va trop loin tout d'un coup". L'exécutif a regardé le document et l'a mis à l'ordre du jour du prochain bureau confédéral, en avril.

## BEAUHARNOIS-VALLEYFIELD

*Guy Boyer*

Guy Boyer n'est pas très optimiste! On dit que le ciel est souvent gris à Beauharnois (Union Carbide!) Le document a été peu distribué, sauf parmi les employés de l'Alcan où il y a eu 85 mises à pieds. On travaille surtout présentement sur le Front commun du secteur public. Des réunions auront lieu pour prendre position sur le document, mais Guy Boyer est sceptique. "Le document utilise des mots difficiles à comprendre. Il est un peu ridicule par bout. Il prétend donner une solution au chômage mais il ne donne aucune explication sur la façon dont on va se prendre pour qu'il y ait moins de chômage. Il n'y a rien d'expliqué". Le milieu n'a pas encore réagi vraiment au document. La situation de l'emploi dans la région est très moyenne: ralentissement à l'Alcan et à CIL, nouveaux investissements à Union Carbide, incertitudes dans l'entreprise du meuble.

## DRUMMONDVILLE

*André Fortin*

A Drummond, pas de crise en vue. Le chômage n'est pas pire qu'ailleurs et que les autres années. Le document n'a pas encore été vraiment distribué. Il sera étudié en assemblée générale du conseil central au début de février et diffusé ensuite dans les syndicats, de sorte que la position de chaque syndicat soit connue vers le 15 mars. Rien d'autre à signaler.

## GASPÉSIE

*Alban Lambert*

Aux confins du pays (Chandler), le chômage fait rage. Dans les villages, en dehors de petites villes comme Chandler qui ont un peu d'industries, c'est un bon 75% de chômage durant l'hiver. Le feu s'en est mêlé: les locaux du conseil central ont été rasés: le nouveau local n'est ouvert que depuis quelques jours. Les copies du document ont disparues dans le feu. "Nous n'avons rien de fait. On commence à zéro sur toute la ligne. Nous discuterons du document dans une assemblée du conseil central au début de février. Nous distribuerons des copies le plus tôt possible. Il n'y aura pas de fracas. Le document n'est pas assez vulgarisé. Nous prendrons position, mais nous n'avons pas l'intention de nous laisser influencer par ceux qui ont déjà pris position dans les journaux: ce sera notre point de vue".

## GRANBY

*Pierre Gendron*

L'étude du document ne sera lancée que lorsque les instruments que nous a promis le comité des douze, seront disponibles: documents de vulgarisation, acétates, informateurs, sessions de formation. L'exécutif du conseil central va recommander à l'assemblée générale la formation d'un comité spécial qui fera chargé de faire étudier le document dans les 44 syndicats: on veut arriver au congrès de juin avec une délégation parfaitement préparée. A date, le document est bien reçu. Le syndicat de la construction se prépare à réagir à la prise de position de l'exécutif de sa fédération. Le milieu régional commence à réagir. Un conférencier à la Chambre de commerce s'est plaint du fait que la CSN disposait de 50 millions pour combattre le système tandis qu'eux ne disposaient que de 6 millions pour le défendre. En fait, du côté de l'emploi, le système se défend assez mal: le textile se porte assez bien, mais pour le reste, c'est grave: Lines Brothers à Waterloo (200 employés) et Manic (90 employés) sont fermés; trois entreprises ferment progressivement malgré la danse des subventions: Imperial Tobacco, Fashion Carison et Montrose Worsted Hills; l'usine de Leeds Candy qui devait ouvrir l'an dernier n'ouvrira que l'an prochain (100 employés). Les exemples ne manqueront pas dans l'étude du document!

## HAUTERIVE

*Yvon Dumais*

On a commencé à distribuer des documents dans des assemblées de secteur. Les syndicats sont invités à en prendre connaissance. Vers la mi-février, le conseil central prévoit une grande assemblée d'information avec l'aide d'un informateur. L'opinion semble devoir être partagée mais on attend d'avoir l'idée de la base avant de faire des déclarations; en effet, à date, seuls des exécutifs ont eu l'occasion d'en discuter. La réaction du milieu est également divisée. L'emploi se maintient sur la Côte Nord. Comme dans la plupart des endroits, la construction va assez bien. Il y a eu quelques congédiements à CBA en raison de la fermeture d'une salle de cuves.

## HULL

*Simone Scott*

Hull est le premier conseil central à être présidé par une femme. Le conseil a beaucoup à faire en ce moment: en plus du travail sur le front commun du secteur public, un référendum doit être tenu prochainement pour un partage de territoire entre le conseil central de Hull et celui des Laurentides. Le document a été distribué lors des rencontres du secteur public. On attend les instruments de vulgarisation car le document est difficile à aborder. En février, l'assemblée générale et les exécutifs de syndicats se réuniront pour en discuter. "Notre intention est de l'étudier, non de le rejeter. La réaction sera sûrement partagée. Les employés d'hôpitaux par exemple seront sûrement réticents. Aussi, on ne veut pas se presser. Si on part mal, ce sera fini. Nous ne sommes pas d'accord avec ceux qui rejettent le document sans l'avoir étudié vraiment". Dans le milieu régional, on semble trouver que la CSN va trop loin. Toutefois, la région n'est pas sans problème. Un exemple: la compagnie Eddy (au moins 300 employés) songe à déménager.

## JOLIETTE

*Florian Morin*

Joliette se porte pas trop mal: le problème du chômage est peut-être moins aigu qu'ailleurs. Le document a été distribué aux délégués du conseil central. L'exécutif a commencé à l'étudier. Jeudi, le 27 janvier, il sera étudié en assemblée générale. Par la suite, chaque syndicat sera invité à l'étudier et à prendre position en vue de mandater les délégués au congrès. La réaction actuelle au document est confuse. "Fondamentalement, les gens ne sont pas opposés. Ils sont cependant méfiants parce que le document a été pondu par certaines personnes et ils ont peur qu'on veuille les embrigader. A la suite de l'assemblée de la semaine prochaine, je répondrai aux journalistes qui me harcèlent: on verra alors la réaction du milieu régional."

## MONTRÉAL

*Fernand Foisy*

*(en l'absence de Michel Chartrand)*

Montréal est sans doute la région la plus difficile à rejoindre. Le Conseil central de Montréal n'a cependant rien négligé pour que tous ses syndicats aient la possibilité d'étudier à fond le document et de faire valoir leur opinion au congrès.

Dans une première étape, les quelques groupes de travail qui se réunissent tous les 15 jours depuis cet été ont fait du document leur priorité. En novembre, pour pouvoir former d'autres groupes de travail, une douzaine de groupes de formateurs ont été mis sur pieds et se sont préparés à expliquer le document à d'autres syndiqués. En décembre, tous les officiers de syndicats ont étudié le document pendant une demie-journée. Ceci sera répété en mars.

Une deuxième étape a débuté le 29 janvier par une journée d'étude pour tous les officiers de syndicats: C'est l'étude du document dans tous les syndicats. Les syndicats sont groupés en 50 sections, comportant une moyenne de 5 syndicats. Dans les syndicats où c'est possible, on utilisera la structure du Front commun du secteur public; dans les secteurs non organisés ou les syndicats dont les dirigeants ne veulent pas s'engager dans l'étude du document, des tracts seront distribués à la porte des usines. Cette étude devra conduire à des résolutions qui permettront, pour la première fois peut-être, de donner des mandats précis et démocratiques aux délégués du congrès de juin.

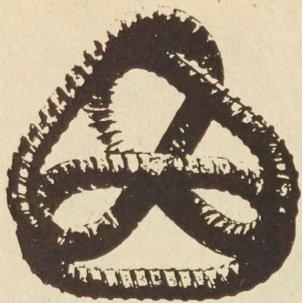
A la mi-avril, le Congrès du conseil central s'inscrira dans la même optique. Le thème sera le suivant: "Le socialisme, c'est la démocratie; le capitalisme, c'est la dictature." "Nous partirons de la déclaration de principes que notre conseil central a faite il y a deux ans pour étudier quel genre de démocratie politique, économique, industrielle, sociale et culturelle nous voulons. En somme, nous partons là où le document s'arrête. En centrant la réflexion sur la démocratie, nous espérons éviter les débats de mots sur le socialisme et le marxisme. Il faut nous libérer de la peur des mots."

Le conseil central de Montréal tout entier a fait du document sa priorité. La réaction est bonne. Les gens ont besoin de savoir ce qu'on va mettre à la place du capitalisme mais ils veulent étudier le document. "Le conseil central comme tel ne prend pas position; c'est trop important: on veut que les membres se prononcent eux-mêmes". La réaction des non-syndiqués est aussi bonne: l'étude du document a intensifié les liens avec divers groupes comme les étudiants, les Cap, le Frap, les universitaires. Ceux-ci furent souvent les premiers à venir chercher le document et à vouloir collaborer.

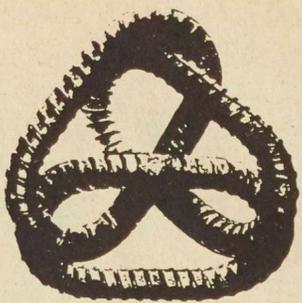
## NORD-OUEST QUÉBÉCOIS

*Claude Gauthier*

Le Nord-Ouest, c'est loin, mais ce n'est pas reculé. Ce n'est pas le premier document que la population est invitée à discuter au cours de sessions d'information. Le document a été distribué dès novembre dans une assemblée générale du Conseil central. Le 22 janvier, une première session d'étude a réuni les délégués à l'action politique. Paul Cliche agissait comme informateur. "On ne fera pas tout dans une journée, de dire Claude Gauthier, on n'est pas la fédération du bâtiment!" Le 29 janvier, le document a été également à l'étude au comité régional avec la participation de Marcel Pepin. Des sessions se tiendront dans chacune des 6 zones et seront ouvertes à tous les membres: les recommandations qui en sortiront seront ensuite soumises aux assemblées générales de syndicats. "La réaction est bonne. On veut une étude sérieuse qui permette de dégager ce qu'on trouve bon et de proposer des solutions de rechange pour le reste. On est en désaccord avec ceux qui rejettent le document sans l'avoir fait étudier à la base". En ce sens, l'assemblée générale du syndicat de la construction (15 janvier) a réagi vigoureusement à la déclaration de l'exécutif de la Fédération du Bâtiment, affirmant que le document avait été mis entre les mains des travailleurs pour étude et que l'attitude de l'exécutif de la Fédération ne les empêchera pas d'étudier le document, ce qu'ils ont d'ailleurs commencé à faire le 15 janvier. La situation économique du Nord-Ouest est grave comme on le sait: fermetures de mines à Cadillac, Malartic et Val d'Or, mises à pieds et fermetures d'un bureau à la CIP, tout le problème des paroisses marginales, etc. Face à ces problèmes, Claude Gauthier déplore que certains se servent du document pour une lutte politique au prochain congrès plutôt que pour permettre aux travailleurs de chercher des solutions. Les instruments de vulgarisation du document sont attendus.



**CSN**



**CSN**



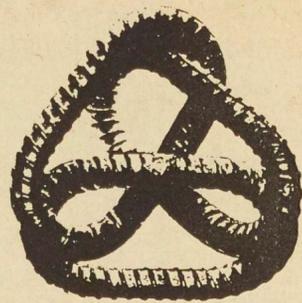
**CSN**



**CSN**



**CSN**



**CSN**

## QUÉBEC

Roland Tapin

Québec, c'est Québec! Le conseil central de Québec a fait la manchette à propos du document. La tempête, qui n'était pas totalement imprévue par la météo, a éclaté lorsque l'exécutif du conseil central, au terme d'une journée d'étude, a fait part à l'assemblée générale d'une prise de position dans laquelle il affirme qu'il "souscrit à la lutte anti-capitaliste mais ne peut recommander le document aux membres" parce qu'il est trop technique et idéologique et parce qu'il vient à l'encontre des documents antérieurs l'orientation politique de la CSN. Une première étude du document avait été demandée à Yvon Valcin et quelques autres. Le président Tapin précise que "le document n'est pas rejeté, que certains syndicats l'étudient et qu'on ne les empêchera pas de le faire. Il y a accord sur l'analyse de la situation économique, mais la solution proposée est jugée irrecevable: le marxisme est une formule préfabriquée et la "Déclaration de principes" écarte de telles formules; le dirigisme d'Etat a donné les résultats qu'on sait dans les pays communistes; une société sans classe est une illusion. Le document risque d'être la goutte d'eau de trop au point de vue de l'action politique de la CSN et, ainsi, de nous faire reculer. Nous avions beaucoup de choses de commencées par des actions qui s'attaquaient à des problèmes précis: commission de transport, structures urbaines, et tous les programmes proposés dans les rapports moraux du président. L'économie nous échappe mais il faut s'y attaquer peu à peu; commencer par exemple par reprendre nos fonds de pension. Le document n'est pas assez clair et c'est sur le document qu'il faut se prononcer, non sur l'interprétation d'un tel ou d'un tel. De plus, il est malheureux que plusieurs en parlent comme si c'était déjà l'orientation de la CSN." Samedi, le 22 janvier, le conseil central avait organisé une nouvelle journée d'information: Marcel Pépin ainsi que l'exécutif du conseil central ont expliqué leurs points de vue. Plusieurs malentendus ont été dissipés. L'exécutif recommandera à l'assemblée générale de tenir d'autres journées d'étude mais il veut que les travailleurs soient conscients que le contenu du document entraîne la séparation du Québec et la politisation partisane de la centrale bien que Marcel Pépin soit d'avis contraire. La situation économique de Québec reste stationnaire, nous dit-on: fermetures et subventions s'additionnent. L'avenir est incertain comme partout ailleurs.

## SHAWINIGAN

André Lebordais

Shawinigan est presque un symbole de la dégradation de l'emploi au Québec. Le chômage réel est estimé à près de 20%. Gulf Oil ferme et congédie 750 employés, bien qu'on parle maintenant de possibilité de vente à Goodrich; des réductions d'employés importants ont lieu à l'Alcan (130), à Carborandum (60); une filature est fermée à Grand'Mère (Wabasso, 150) de même qu'une chemiserie à La Tuque; le papier est dans un état précaire; la population a diminué de 5 à 6 mille personnes, etc. Dès le début de décembre, l'école syndicale consacrait ses trois journées de formation à l'étude du document; 80 syndiqués ont participé à ces journées ainsi que l'économiste Mario Dumais. La réaction fut sympathique mais les participants sont restés assez confus. Tout le monde voit qu'il faut faire quelque chose mais on est porté à attendre les solutions d'ailleurs. Une certaine méfiance règne à propos du document. Le même groupe se réunira prochainement pour une nouvelle journée d'étude avec Yvon Valcin cette fois. La réaction du milieu est également assez méfiante. Les syndicats en discutent et le conseil central n'a pas l'intention de prendre position tout de suite. En fait, la situation de l'emploi désempare tout le monde et les causes et les remèdes expliqués dans le document accroissent encore le désespoir et la crainte.

## SHERBROOKE

Jacques Lemoine

A Sherbrooke, on nous dit que le document rencontre une opposition manifeste. On lui reproche de ne pas cadrer avec l'orientation de la CSN, de ne pas proposer de solutions, etc. Mais l'étude ne fait que commencer et aucune position officielle n'a été prise. L'exécutif du conseil central a étudié le document. Des copies ont été distribuées à tous les syndicats qui l'étudient présentement. Des sessions d'étude auront lieu dans chaque zone. Le conseil central prévoit également une assemblée générale sur le sujet en mars. La région de Sherbrooke est aussi rudement frappée par le chômage. Il n'y a pas de congédiements massifs mais des congédiements un peu partout et aucune industrie nouvelle. Cela n'empêche pas les commentateurs du milieu face au document d'être foncièrement négatifs.

## RIMOUSKI

Roméo St-Pierre

Les gens de la région de Rimouski discutent depuis plusieurs années des problèmes sociaux et économiques de leur région. Des documents de travail, ils en ont eu d'autres! Ils semblent avoir disposé rapidement de celui-ci au terme d'une assemblée générale du conseil central, le 10 janvier. Le communiqué voit dans le document une grave "pollution idéologique", une brisure avec l'orientation de la CSN pour basculer dans le marxisme, un modèle préfabriqué, et l'aventure du parti politique. C'est plutôt dans la ligne des expériences comme Cabano et les Opérations Dignité qu'on suggère de chercher. Roméo St-Pierre explique que le document a été jugé par tous comme très difficile à comprendre. Yvon Valcin a fourni les explications. La déclaration a été émise et on semble écarter le document. Les gens considèrent qu'il y a déjà beaucoup à faire dans la ligne définie dans le deuxième front et les expériences populaires de la population gaspésienne. Toutefois, on reviendra à la tâche puisqu'une nouvelle journée d'information aura lieu prochainement à laquelle on a invité le confrère Jean-Paul Breuleux comme informateur. Il sera également question du document au congrès du conseil central en mai.

## SAGUENAY-LAC ST-JEAN

Claude Girard

Au Saguenay-Lac-Saint-Jean, la situation économique se détériore d'année en année. Le chômage est d'au moins 15%. L'aluminium et le papier, qui représentaient jusqu'ici la meilleure sécurité des travailleurs, donnent des signes inquiétants de détérioration: 350 mises à pieds à l'Alcan, 50 jours d'arrêt à Price au cours de l'année. Le document tombe donc dans un terrain qui s'y prête. Près de mille copies ont été distribuées dans les syndicats. Le congrès du conseil central, les 11 et 12 décembre, a discuté du document et a pris la décision de consulter chaque syndicat à l'aide d'un questionnaire d'une dizaine de questions qui tente de cerner l'attitude des membres face au système actuel. Le résultat de cette consultation sera prêt vers le 30 mars et c'est alors seulement que le conseil central prendra position. Le syndicat de l'Alcan, qui avait discuté du document dès le début de décembre, lors d'une réunion où participait Yvon Valcin, procède à la même consultation. La réaction est partagée: Si l'on est d'accord sur les situations de fait, on est souvent opposé à des solutions jugées marxistes et à l'idée d'un parti politique. Les journaux régionaux font la même accusation. On peut dire que le document est à l'étude.

## SOREL

Maurice Jean

Sorel semble aborder le document avec assez de calme. Le président n'y voit rien d'effrayant: "Il ne faut pas avoir peur des mots!" L'assemblée générale du conseil central, le 24 janvier, a fait une première étude du document avec l'économiste Mario Dumais comme informateur, et elle a établi un programme pour faire étudier le document dans les syndicats. La région de Sorel n'échappe pas non plus aux perturbations dans l'emploi: l'exemple de Marines Industries le démontre.

## ST-HYACINTHE

Louis-Philippe Jalbert

Les officiers ont le document en mains. Des sessions auront lieu pour l'étudier en février. Des réserves. Pas de commentaires avant que l'étude soit faite. Situation de l'emploi: meilleure que l'an dernier.

## ST-JEAN

Paul Légaré

L'exécutif étudie le document et tente de vérifier les différences entre la 1ère et la 2ème édition du document. Une session aura lieu prochainement et le mini-congrès du conseil central en avril en discutera. La réaction est assez passive. Le président se dit offusqué des positions prises par le conseil central de Québec et l'exécutif de la fédération du Bâtiment: il y voit une réaction de fonctionnaires et il en profite pour reprocher aux fédérations d'enliser les syndicats dans l'administration et de menacer ainsi l'existence de la CSN comme action collective; à son avis, il est urgent de redonner un poids suffisant aux conseils centraux pour qu'ils puissent unifier l'action collective des syndiqués. "Sur cette question de l'étude du document, on voit une fois de plus que les fédérations veulent empêcher le réveil de la masse et ont failli à leur but". La position des travailleurs de la région sera connue plus tard. D'après le président, les deux comités qui forment la région sont reconnus pour le patronage et le vote à-plat-ventriste. Le problème de l'Hôpital du Haut-Richelieu vient d'en donner une preuve de plus. Le chômage est estimé à 10%.

## ST-JÉRÔME

Normand Éthier

Les problèmes de chômage et l'animation sociale sont des choses familières à la région de St-Jérôme. Le document y est accueilli favorablement. Le congrès du conseil central a clairement manifesté sa volonté qu'il soit étudié. Le programme est en préparation mais plusieurs syndicats ont déjà commencé, notamment le syndicat de la construction dont la session d'étude a été un succès. Le milieu s'intéresse également au document, notamment le Cégep, la Société nationale des Québécois, la polyvalente. Pour le moment, le front commun du secteur public retient l'attention car 90% des syndiqués de la région en font partie; toutefois, l'étude du document est également commencée parmi eux. Le chômage est estimé à 15%.

## THETFORD-MINES

Laurent Bolduc

"Maudit document! On dirait qu'il n'y a plus que cela dans le mouvement! Les militants le comprennent pas; tout le monde est sur ses gardes; où ça va nous conduire? On a l'impression de se faire charrier. Il faut dire que le président avait la grippe ce jour-là! L'impatience du président se comprend d'ailleurs, car le conseil central de Thetford est très occupé en ce moment: front commun pour la négociation dans les mines; front commun du secteur public, préparation du congrès, raids dans les mines, etc. De plus, une première journée d'étude sur le document, qui réunissait l'assemblée générale avec les présidents de syndicats et les permanents, a échauffé les esprits. Comme Yvon Valcin, Amédée Daigle, Jacques Dion et P.E. Dalpé avaient participé à cette réunion, une résolution a été passée à l'effet qu'une nouvelle session ait lieu avec cette fois la présence de Loranger, Pepin et Parent pour compléter les points de vue. "On le comprend pas, ce document-là, et on a personne à qui se fier pour nous aider à le comprendre. Il y a des déclarations de tout bord. C'est pas facile". Il y a aussi, la mine Flintkote qui vient de fermer (133 mises à pieds) et une soixantaine de mises à pieds à la mine Asbestos. Bonne chance, Thetford!"

## TROIS-RIVIÈRES

Yves Bournival

A Trois-Rivières, on le sait, c'est la dégringolade des entreprises de papier, Domtar principalement qui congédie 620 personnes. Le document a été distribué. Les officiers de syndicats et l'exécutif ont consacré une fin de semaine à l'étude du document avec Jean-Paul Héту comme informateur. Un rapport de la session a été fait à l'assemblée générale. On attend les sessions annoncées par le comité des douze. Les opinions sont très partagées. "On accueille le document comme document de travail mais les officiers sont réticents et ont peur du socialisme; il faut attendre d'avoir l'opinion de la base avant e pouvoir vraiment se prononcer. Dans le milieu, on trouve que ça va trop loin".

## VICTORIAVILLE

Séverin Plante

Extrait du Télex. "L'exécutif du conseil central a commencé l'étude du document; sans avoir pris une position définitive, il ne semble pas d'accord pour en recommander l'adoption à ses syndicats, sans toutefois être en complet désaccord avec tout. Les syndicats sont libres de l'étudier mais aucun commentateur ne nous est encore parvenu. La première journée du congrès du conseil central sera consacrée au document, soit le 10 mars, et nous aurons deux invités pour aider les membres de la base à digérer le document, soit pour une position ou pour l'autre."

# LES 5 MEMBRES DE L'EXÉCUTIF FACE AUX DOCUMENTS

## JACQUES DION

trésorier

### LE PREMIER DOCUMENT EST BON

Un premier document est venu à la suite d'une demande faite par la fédération de la métallurgie à l'effet de convoquer une conférence de presse pour exposer le problème des fermetures et des mises à pied dans son secteur. Le président de la CSN suggéra qu'au lieu d'aller devant une conférence de presse, avec plus ou moins de préparation, on travaille un document. Le président de la CSN a appelé Jean-Guy Loranger qui a travaillé durant la fin de semaine avec Maurice Boucher, le président de la fédération, sur un document intitulé "Il n'y a plus d'avenir pour le Québec dans le système actuel". Le titre en question indique clairement une orientation vers le séparatisme. Ça pourrait être ça la solution, mais, pour moi, en 1972, ce n'est pas encore la solution. Par ailleurs, un système économique ne se change pas en quelques années, à moins de prendre les armes: c'est une question de plusieurs générations. Le bureau confédéral a reçu le document. Il y a eu conférence de presse. Ce document là, pour moi, propose d'excellentes solutions, notamment sur les palliatifs en cas de fermetures ou de congédiements. Il est bien fait, sauf le titre qui m'inquiète pour le moment.

### LE DEUXIÈME DOCUMENT

Par la suite, l'exécutif a suggéré qu'on s'informe auprès des autres fédérations sur le problème des fermetures et congédiements pour bâtir un document qui donnerait suite au premier. Je ne sais si les fédérations ont été consultées. Le document en question, lui, est arrivé à un exécutif où nous étions convoqués pour étudier, en présence de André L'Heureux, le document "Mesures de paix" qui avait été déposé au congrès mais n'avait pu être étudié au congrès, ni au conseil confédéral, ni au bureau confédéral. Plusieurs prétendaient que le document "Mesures de paix" n'avait de bon que la couverture. Le président informa l'exécutif que Jean-Guy Loranger, qui avait travaillé à la rédaction de ce document, refusait de venir le défendre. Il suggéra de le laisser de côté et de prendre connaissance d'un autre document, celui qui recevra par la suite comme titre "Ne comptons que sur nos propres moyens". Nous n'avons eu qu'un couple d'heures pour le regarder. Nous avons posé ensuite quelques questions à Jean-Guy Loranger. Puis nous avons voté une résolution nous pour recommander le document mais pour accepter qu'il soit déposé au conseil confédéral. A ce moment là, je n'étais pas en mesure de voir jusqu'où le document allait. Rendu au conseil confédéral, le document avait son titre. Le conseil confédéral l'a reçu pour étude.

### DU CHARRIAGE INACCEPTABLE

Par la suite, il fallait le diffuser. On en fit imprimer plus de 60,000 pour profiter d'une distribution par Québec-Press. Mais la deuxième impression me mit en colère: cette édition comptait 20 pages de texte de plus, un tableau de plus et un tableau de changé. Ce n'est pas le document reçu par le conseil confédéral. En plus, un coût de recherche de \$1,500. Tout cela sans aucune autorisation de l'exécutif. Déjà, c'est le désordre. Ces détails sont extrêmement importants. Entre temps, le comité des douze, nommé par le conseil pour recevoir les observations des membres et faire un rapport au congrès, a décidé à la demande de quelqu'un, de publier un troisième document qu'on appelle un document d'introduction, mais qui pour moi est un autre document. Une introduction deux mois après la parution du document lui-même. Tout cela encore

suite en page 6

## P.E. DALPÉ

vice-président

La déclaration que j'ai faite à Sherbrooke contient l'essentiel de ce que je pense du document et de ce que je dis lorsque je suis invité à exprimer mon point de vue sur le document. Je dis qu'il est contraire à la "Déclaration de principes" (p. 21) de s'engager dans un système prédéterminé et que le document "Ne comptons que sur nos propres moyens" propose une solution prédéterminée aux problèmes actuels, à savoir le socialisme ou le marxisme qui est appliqué dans les pays socialistes que nous connaissons et avec les résultats que nous connaissons. A Sherbrooke, je répondais à une question de la salle qui avait d'abord été adressée à Valcin sur l'origine du document et les personnes consultées pour sa rédaction. Sur ce point, j'insiste toujours pour dire qu'il semble y avoir une manoeuvre à l'origine du document. Je trouve étrange que ce document soit apparu à la direction du mouvement, en provenance de l'extérieur, juste au moment où le président qui l'a introduit se préparait à démissionner et quelques mois à peine après que le même président nous eut livré un programme d'action ("Camp de la Liberté") et après l'approbation d'une nouvelle "Déclaration de principes". Or ce document propose de rejeter l'idéologie sur laquelle on était assis pour adopter le système socialiste comme solution aux problèmes de la situation québécoise.

### LE PROBLÈME DU SOCIALISME COMME SYSTÈME PRÉDÉTERMINÉ

La "Déclaration de principes" dit: "C'est dans une réflexion sur l'homme que l'idéologie de la CSN s'enracine. La CSN bâtit progressivement et librement son idéologie en vue de la promotion et de la libération intégrale de tous les travailleurs. Elle n'est liée dans cette démarche par aucun système socio-économique préconçu" (p. 21). D'autre part, le document "Ne comptons que sur nos propres moyens" est très clair: la solution aux problèmes analysés est le socialisme: les travailleurs doivent posséder l'économie, i.e. les moyens de productions, par l'entremise de l'Etat, et une économie dominée par les travailleurs ne peut être autre que socialiste. En d'autres mots, pour guérir nos bobos, il faut que l'Etat soit propriétaire de toute l'économie au nom de la collectivité: ça, c'est du socialisme. C'est un système tout fait, préfabriqué, ça existe quelque part, c'est érigé en système dans certains pays, c'est ça qu'on appelle le marxisme ou le socialisme. Cela équivaut à rejeter l'idéologie sur laquelle on est assis telle que formulée dans la "Déclaration de principes". Pour ma part, je n'ai pas de solution globale à proposer. Si j'en avais une, elle ferait nécessairement partie d'un système quelconque, ce que nous refusons. Je ne saurais donc avoir de solution systématique. Je dis qu'au fur et à mesure, on tâche de corriger des situations sur la base de la personne humaine.

### LA PROPRIÉTÉ COLLECTIVE, i.e. LE SOCIALISME NE RÈGLERAIT RIEN

Bien des arguments peuvent être invoqués pour montrer que la solution proposée, i.e. la propriété collective par le truchement de l'Etat, ne réglerait pas les problèmes.

Tout d'abord, la propriété collective par l'Etat ne règle pas les problèmes du marché international. Même si l'Etat était propriétaire de tout, il faudrait écarter la production excédant nos besoins, surtout dans l'hypothèse du plein emploi, sur un marché international que nous ne contrôlons pas. En ce sens, le rapport de Valcin sur la forêt est plus réaliste: il tient compte du marché et fait de l'Etat de véritable gérant de toute la forêt et de l'industrie forestière: il n'y a même pas à nationaliser puisque ça nous appartient: on n'a qu'à faire sauter les concessions et reprendre notre propriété.

De plus, je ne saurais être d'accord lorsque le document prétend que la révolution tranquille est un échec et n'a

suite en page 6

## MARCEL PEPIN

président général

### PAS DE RUPTURE AVEC LE PASSÉ

Le document d'étude "Ne comptons que sur nos propres moyens" apparaît à plusieurs comme un changement majeur de l'orientation et des politiques de la CSN; certains parlent même d'une contradiction entre ce document et les documents antérieurs qui sont venus définir progressivement l'orientation de la CSN ces dernières années: "Une société bâtie pour l'homme", "Le deuxième front", "La lettre aux militants", "Un camp de la liberté", et la nouvelle "Déclaration de principes". Cette impression est fautive. D'une part, le document que le mouvement est invité à discuter ne fait que passer des grands principes aux applications; d'autre part, il complète les documents antérieurs en proposant un objectif global à long terme pour l'action syndicale. Ce qui nous pousse à préciser ainsi les orientations antérieures, c'est que, depuis un an, une question nouvelle se pose d'une manière très aigüe chez nos membres: que pouvons nous faire pour faire cesser l'inquiétude et l'indignité du chômage, pour faire cesser les fermetures d'usines, pour faire instaurer une politique de plein emploi au lieu de politiques d'assistance face à un chômage jugé inévitable? Cette question des véritables causes et des véritables solutions au chômage apparaît encore plus difficile du fait que la récession que nous vivons met en évidence les problèmes d'emploi créés par la présence de grandes entreprises multinationales qui régissent tous les soubresauts économiques du monde.

### LE PLEIN EMPLOI: DU PRINCIPE AUX APPLICATIONS, DES CAS PARTICULIERS À LA SOLUTION GLOBALE

Les documents antérieurs ne définissaient que les grands principes qui guident notre action et un certain nombre de moyens et d'objectifs partiels d'action; le document soumis à l'étude passe des principes à l'application et du partiel au global: il propose une organisation sociale d'ensemble comme objectif à long terme susceptible d'envelopper toutes nos actions particulières. C'est le problème du chômage et des fermetures d'usines qui nous pousse à cette approche globale et concrète. Cela provoque chez plusieurs l'effet d'un choc. Tout le monde est d'accord sur le grand principe du plein emploi dont il était question dans la "Déclaration de principes", la "Lettre aux militants" et le "Camp de la liberté"; mais lorsqu'on pose le problème concret de la façon d'y parvenir et qu'on est amené à se demander s'il va falloir changer le système pour y parvenir, on est un peu effrayé.

On s'étonne qu'une analyse des causes du chômage, telle qu'esquissée dans les 50 premières pages du document, nous amène à poser le problème du socialisme comme alternative au système capitaliste. Je dis: si le capitalisme est capable de nous donner le plein emploi à des conditions convenables, on peut envisager d'autres solutions; sinon, n'ayons pas peur du socialisme mais essayons de chercher dans cette direction.

On craint que la lutte pour changer radicalement notre système conduise la CSN à devenir un parti politique, ce que nous voulons à juste titre éviter, parce qu'un mouvement syndical doit représenter essentiellement ses membres alors qu'un parti politique vise à prendre la responsabilité de l'ensemble de la société pour l'ensemble de la société. Je dis: nous avons par le passé fait changer beaucoup de choses dans le domaine de la santé, de l'éducation, des institutions économiques, etc, sans être un parti politique: nous

suite en page 6

## RAYMOND PARENT

secrétaire général

La CSN a une raison d'être au Québec ou elle n'en a pas. Sa raison d'être au début fut de se battre contre les méchants qui venaient de l'extérieur pour leur imposer des idées. L'objectif fondamental a toujours été celui-ci: comment, de façon autochtone au Québec, on peut protéger les travailleurs qui sont québécois. La CSN a évolué. Elle a connu jusqu'ici, à mon avis, trois grandes phases.

### LA CSN A ÉVOLUÉ CONSTAMMENT

Elle s'est d'abord construite à partir d'une volonté nouvelle de bâtir au Québec un syndicalisme qui ne compte que sur ses propres moyens. De 1921 jusqu'à la relance économique de la deuxième guerre, c'est sur cette base qu'elle s'est construite et maintenue.

La fin de la guerre et la relance économique qui l'accompagna ont marqué le début d'une nouvelle phase pour la CSN. C'est la recherche d'un syndicalisme plus engagé qui soit plus qu'une boutique procléricale, anti-communiste ou anti-organisation. Pour dépasser un syndicalisme trop folklorique, la CSN s'introduit dans la grande entreprise: les syndicats s'organisent dans l'amiante, la métallurgie, l'aluminium, les chantiers maritimes, etc. En même temps que la confrontation avec le capitalisme étranger dans les grandes entreprises, c'est la confrontation avec le pouvoir politique, Duplessis. La grève d'amiante fut le signe de cette nouvelle orientation et lui donna son élan.

En 1960, en même temps que la révolution tranquille, débute une troisième phase. La CSN commence à organiser une catégorie de travailleurs qui, traditionnellement, étaient considérés comme moins bons. C'est le cas des employés d'hôpitaux qu'on considérait comme des voués à la pauvreté sans avoir fait les vœux. De même pour les employés de la fonction publique ou Duplessis affirmait préférer avoir trois fonctionnaires à rien faire plutôt que d'avoir du chômage. La pénétration de ces secteurs et le contexte de la révolution tranquille nous ont amené à repenser la question: sommes-nous, à la CSN, un pendant des unions américaines avec une gueule un peu plus québécoise ou faisons-nous un syndicalisme différent? En s'attaquant au secteur de la fonction publique et en s'attaquant à l'organisation de l'Etat dans ses relations syndicales avec ses employés, on remettait en cause le syndicalisme traditionnel, qui enfermait le syndicalisme dans l'usine individuelle, mais on remettait aussi en cause la vieille notion de l'Etat libéral qui consiste à la garde de l'ordre et de la paix. En effet, en permettant aux travailleurs de l'Etat de s'exprimer vis-à-vis leur employeur, on oblige l'Etat à n'être plus seulement contraignant et législatif, mais à être aussi le commun dénominateur de la volonté d'être d'une nation. La déconfessionnalisation vint comme une condition essentielle pour fonctionner dans le nouveau contexte québécois. La syndicalisation de la fonction publique s'est faite malgré les appréhensions de plusieurs parmi nous qui y voyaient un suicide. On y a mis énormément d'efforts et d'argent. Un des résultats est que maintenant la CSN est le syndicalisme qui, dans le monde continental, correspond le plus à la composition de la main-d'oeuvre. Ceci fait aussi que la CSN doit fonctionner avec des groupes différents: ceux qui vivent de l'Etat n'ont pas la même conception que ceux qui vivent de l'entreprise privée.

### UNE NOUVELLE ÉTAPE À FRANCHIR

Nous sommes maintenant au seuil d'une nouvelle étape. C'est là que je vois le sens du débat en cours. Déjà ces dernières années, le président général a tenté de faire une ouverture nouvelle. Tout n'a pas été encore appliqué de ses rapports. On pourrait dire qu'il faut continuer sur cette lancée. Mais l'évolution sociale et économique va si vite que se rabattre sur les choses qui ont été dites dans ces rapports serait refuser une volonté d'être et vouloir se soigner avec les remèdes de grand-mères quand les moyens médicaux sont là.

En effet, j'estime que nous faisons face ou du moins prenons conscience d'une

suite en page 6

## AMÉDÉE DAIGLE

directeur des services

Le document "Ne comptons que sur nos propres moyens" nous a pris par surprise. L'exécutif n'a pas eu le temps de l'examiner suffisamment avant de le présenter au conseil confédéral. Après coup, je suis d'avis que ce document n'aurait jamais dû venir au monde parce qu'il est un élément de discordance dans le mouvement. Les conséquences du débat qui entoure ce document seront pires que celles du débat sur la déconfessionnalisation dans les années 60.

### LE DOCUMENT EST RADICAL

La première partie du document n'est qu'une revue de la situation qui existe. Mais les solutions proposées, à savoir une orientation vers les mouvements populaires et une société sans classe, ne sont pas réalistes. La société sans classe n'existe nulle part, même dans des pays comme la Russie ou la Chine où les révolutions n'ont fait que "virer la canne de bord": il y a toujours une classe supérieure qui dirige même si ce ne sont plus les mêmes qu'avant. Ma conclusion est la suivante. Le document me demande, par le biais de la CSN, d'être séparatiste: en effet, l'objectif proposé suppose qu'on retire le Québec du système canadien. Le document me demande également d'être communiste: en effet, il propose la socialisation générale de tout et l'organisation d'une société sans classe. Le document me demande enfin d'être révolutionnaire: en effet, il n'existe aucun parti politique au Québec qui poursuit les objectifs proposés; il faudra donc que la CSN devienne un parti politique révolutionnaire ou favorise une révolution violente. Or je ne suis pas prêt à m'embrancher dans tout cela et je ne suis pas prêt à embrigader d'autres travailleurs non plus.

### LE DÉBAT EST DÉMOCRATIQUE

La discussion en cours se fait selon les lois démocratiques. Ça ne me dérange pas. La résolution du conseil confédéral devait nécessairement aboutir là.

Chacun fait son étude comme ça lui convient. D'autant plus que le document est public: il a été diffusé plus largement qu'aucun document gouvernemental. Mon avis est qu'il sèmera beaucoup de discordes dans le mouvement.

sans aucune autorisation de l'exécutif ou d'aucun officier. Si ça c'est pas du charriage, qu'est-ce que c'est que du charriage. Si je critique ça, on me taxe de la droite. Mais moi, je suis trésorier de la CSN, et je veux qu'on prenne des décisions en fonction des budgets que je vais défendre, et défendre seul devant les congrès. Mon opinion sur tout ça, c'est que ce document, en 1972, est pour moi de trop. Qu'on soit contre un système qui écrase tout le monde: je crois à cela, on est dans cela. Mais qu'il faille tout mettre de côté et du jour au lendemain avoir un autre système: ça, je ne crois pas à cela. Jusqu'à l'âge de 19 ans j'ai mangé des toasts à raison d'une fois par jour et je n'étais pas le seul. Aujourd'hui, ce monde de grande misère, il n'y en a plus en Amérique du nord. Je connais beaucoup de pauvres et j'en aide, mais ce n'est plus la même chose. Quand on nous dit qu'il n'y a rien de bon dans le système et qu'il faut en mettre un autre, on va trop vite. Ce document là est arrivé trop vite. On a tellement d'autres problèmes et on a tellement d'autres documents qui nous permettent de nous battre pour changer quelque chose dans la société sans tout briser du jour au lendemain. Ce nouveau document nous fait perdre notre temps. La contestation globale est une perte de temps. Contester et enligner nos forces sur des points précis, ça on l'a fait dans le mouvement. A 17 ans, j'ai fait entrer le syndicat chez F.-X. Drolet. Lors de la grève de l'amiante, j'ai distribué avec mes frères et sœurs 50,000 exemplaires du journal le Travail dans la ville de Québec et jusque dans les escaliers du Parlement. J'étais révolté et je suis encore révolté contre les injustices. Mais on en prend trop en même temps et on va tout manquer. On a plus de chances de changer des choses en y allant bouchée par bouchée qu'en contestant globalement et en gaspillant ainsi tout notre argent et toutes nos énergies. Pendant ce temps-là, les autres nous regardent aller et on passe pour pas sérieux. Une bonne campagne pour réclamer des correctifs face aux fermetures et aux mises à pieds vaudrait pas mal plus la peine que la campagne actuelle dans l'affaire Lapalme par exemple.

## L'AFFAIRE LAPALME: GASPILLAGE D'ARGENT DEPUIS SIX MOIS

Dans l'affaire Lapalme, tout ce qu'on a fait jusqu'en juillet, je suis d'accord. En juillet, après analyse de la situation, l'exécutif et le bureau confédéral furent unanimes à trouver qu'il n'y avait pas d'issue et qu'il fallait aller chercher l'offre de décembre pour sauver les pauvres gars. On s'est fait renverser par le conseil confédéral. Après six mois, on a 700,000 dollars de dépensés et on n'est pas plus avancés qu'en juillet. Gaspillage d'argent. Ce n'est pas la première fois, à la CSN, qu'on se trouve devant une affaire où, après analyse, on s'aperçoit qu'il n'y a plus rien à faire. Cela ne veut pas dire que, comme mouvement, on ne doit pas continuer à crier contre les injustices du gouvernement Trudeau. Lui-même a reconnu qu'il avait commis une injustice: Kierans est parti. Il faut continuer à crier contre les injustices. Mais, pour moi, il y a 700,000 dollars de gaspillés. Pas gaspillés entièrement, bien sûr, puisqu'on a aidé des individus. Il y a des individus - je ne dirai pas tous par exemple - qui méritaient d'être aidés, ceux qui étaient sans travail. Mais quand il n'y a plus rien à faire, on arrête et on entreprend une autre lutte dans un autre secteur. Des luttes, il y en a à l'année dans la CSN.

Voilà l'opinion d'un gars qui est qualifié de la droite. Je fais partie des trois D, Dion, Dalpé, Daigle. Mais si c'est ça d'être de la droite, je vais l'être longtemps. Mais les travailleurs, pour moi, ne se feront pas fourrer. Avec l'argent, on va aider les gens mais on gaspillera pas l'argent que je vais chercher en me battant devant les congrès et dans les fédérations. Je me bats souvent plus que les officiers de fédérations eux-mêmes pour les augmentations de cotisations.

Les problèmes syndicaux, pour moi, c'est les premiers problèmes qu'on doit ajuster. On vit dans un système, bien sûr, et il faut à l'occasion faire des luttes devant toutes ces injustices. Quant il faut aller en dehors de la convention, on y va. Il y en a assez dans tous les rapports du président de la CSN pour travailler et pour lutter. On n'avait pas besoin de ce document là.

rien donné si ce n'est qu'asseoir encore davantage le pouvoir de quelques-uns. Des institutions comme la SGF ou la Caisse de Dépôts sont sans doute souvent mal utilisées ou encore trop jeunes, mais ce sont justement des formes de propriété collective comme celles-là que le document propose comme solution globale. Ces institutions peuvent permettre de concurrencer et d'influencer les forces économiques existantes. Je ne puis accepter qu'il faille les saboter. Le document mentionne beaucoup de faits indiscutables, mais il demeure biaisé du fait que l'exposé de la situation est organisé pour justifier une conclusion, qui est le socialisme.

J'ajouterais que la description du capitalisme que fait le document ne présente pas la situation véritable. Comme le démontre l'économiste Galbraith, la grande entreprise n'est plus effectivement gérée par les détenteurs de capitaux (actionnaires), mais bien plutôt par une techno-structure, c'est-à-dire tout un contingent de savants, de chercheurs, d'experts et de technocrates de toutes sortes qui élaborent les décisions. Je dirais que c'est la même chose d'ailleurs à la CSN: les cotisants, qui sont comme les actionnaires, n'ont pratiquement pas l'initiative des décisions qui viennent principalement d'experts qui sont à leur service. En rendant l'Etat propriétaire, on ne change rien à cette situation: les décisions seront prises par la même technostructure qui changera simplement d'adresse. On leurre les gens quand on leur dit qu'ils vont être des participants dans un Etat socialiste. De même pour les problèmes de marché. Il n'y a pas moyen d'éviter la technostructure et le marché international.

## UNE AUTRE APPROCHE: SOCIALISER LE CAPITAL ET LA TECHNOSTRUCTURE

Si l'on veut corriger des situations en fonction de la personne humaine, sans tomber dans des systèmes préfabriqués, je chercherais dans le sens suivant: la loi actuelle du système est le profit et c'est là la cause de bien des problèmes. Ce doit être possible (je ne sais pas les moyens puisque, au fond, c'est une question de conscience morale) que les capitalistes comme les travailleurs réalisent le sens social de leur action, que la plus-value de la production ne saurait donc être accaparée par quelques individus. Ce ne doit pas être impossible d'arriver à ce que même le plus égoïste des capitalistes puisse accepter, tout en réalisant des profits, que les profits ne soient pas le but premier et réel de la production. Il s'agit de civiliser, domestiquer, socialiser le capital, le rendre social plutôt qu'exploiteur. Des législations doivent même pouvoir forcer le capital à ça si c'est nécessaire. Par exemple, si l'on accepte l'amortissement pour les bâtiments et installations, pourquoi ne l'accepterait-on pas pour la main-d'oeuvre? Il faudrait forcer au besoin les compagnies à prévoir les mauvais jours pour les ouvriers. Par exemple, si, à Gulf Oil de Shawinigan, une partie des profits avaient été mis en réserve pour prévoir les mauvais jours tant pour les travailleurs que pour la compagnie, la compagnie pourrait peut-être fermer si elle y est contrainte par le marché, mais elle ne laisserait pas les travailleurs dans la rue. Ce sont des choses comme ça et bien d'autres que j'entends par socialiser le capital.

pouvons encore le faire. S'il est assez évident que l'avènement d'une société socialiste au Québec ne pourrait se faire démocratiquement sans un parti politique, il est aussi évident qu'il n'est pas nécessaire que ce soit la CSN qui devienne ce parti.

## LE DOCUMENT N'EST QU'UN INSTRUMENT

Le document lui-même n'est pas important: ce n'est qu'un instrument. L'important, c'est que la question de notre responsabilité face à la vie économique de la société soit posée, c'est que le problème d'un objectif global et concret pour notre action sur la société soit discuté, c'est que le débat sur le système dans lequel nous vivons soit engagé. Le document lui-même est peut-être insuffisamment vulgarisé. Il demeure un bon instrument de travail. Il est considéré comme un instrument fort intéressant par beaucoup de gens sérieux de tous milieux, que ce soient Claude Lemelin dans son introduction au Rapport Gray, la revue Relations, l'association des manufacturiers canadiens, Robert Bourassa lui-même (cf. interview dans Québec-Press). L'analyse de la situation qu'il contient rejoint en plusieurs points des études aussi peu susceptibles de gauchisme que le rapport Gray et le rapport du comité spécial du sénat sur la pauvreté.

## PERMETTRE AUX MEMBRES DE COMPRENDRE L'ÉCONOMIE

Le dépaysement que nous ressentons face au document vient en grande partie du fait qu'on ne nous a jamais enseigné l'économie et qu'on nous a toujours soigneusement caché la réalité économique du Québec. Nous avons bien quelques idées générales mais très peu de concepts techniques. Notre droit du travail nous a habitués à ne voir que l'entreprise isolée sans tenir compte du marché international et du système économique dans son ensemble. C'est un nouveau domaine que nous abordons à partir de zéro. C'est pourquoi il m'apparaît bien important que dans l'étude du document, on ne mette pas de côté les 50 pages d'analyse de la situation économique du Québec sous prétexte que ce ne sont que des faits: les solutions proposées ne sauraient être comprises sans une connaissance suffisante du système économique qui est le nôtre. Qu'on donne aux membres la possibilité de commencer à s'initier aux problèmes économiques.

## LE VRAI DÉBAT

Les étiquettes que des intellectuels peuvent coller au document ne doivent pas nous empêcher de l'étudier à la lumière des faits dans chaque secteur et chaque région. A un porte-parole communiste français qui jugeait que son analyse était marxiste sur plusieurs points, le grand économiste américain Galbraith sourit et conclut que l'avenir n'appartenait vraisemblablement ni à un système ni à l'autre mais plutôt à un système entre les deux. Les batailles de mots ne mènent nulle part. Mais nous ne pouvons éviter le débat sur notre système quand celui-ci ne peut résoudre des problèmes comme celui du chômage. C'est de cela qu'il s'agit, rien de plus, rien de moins.

suite en sixième colonne

situation nouvelle. En 1970-1971, des gouvernements apparaissent et affirment qu'ils veulent prendre la direction de l'économie: c'est le sens des 100,000 emplois de Bourassa et de la société juste de Trudeau. Or, à l'heure actuelle, ni la volonté ni les résultats ne sont là. La société juste de Trudeau, les 100,000 emplois de Bourassa, c'est un néo-libéralisme qui consiste en pratique à offrir à la population de planifier sa misère. Faute de pouvoir agir sur l'économie, on met les pauvres et les chômeurs produits par le système dans une économie de services dont les frais sont supportés par la population autochtone. C'est l'assujettissement à une forme de socialisme paternaliste qui fait une misère que j'ai eue autrefois, l'Etat maintenant la planifie, mais à quel prix. Le sens du débat au cours, ce n'est pas de savoir s'il y a à la CSN des barbus, des maoïstes, des chrétiens, des anarchistes ou autres, c'est de savoir si nous sommes capables, par des moyens démocratiques, de bâtir notre propre moyen de vie. Pour être capable de faire cette recherche, il faut que nous-mêmes les chefs syndicaux, on cesse de se concevoir comme des sortes de parvenus dans une société où on n'est plus responsable que de sa misère.

## DEVENIR DES PARVENUS OU BÂTIR UNE NOUVELLE SOCIÉTÉ

Le capitalisme a emprisonné notre syndicalisme dans les problèmes particuliers de chaque entreprise. Il faut dépasser cela. Si les syndicalistes ne doivent être que des gens de bonne volonté qui ont souffert et qui, maintenant qu'ils sont parvenus, sont prêts à faire autre chose, il n'y a plus de raison d'être pour un syndicalisme autochtone. Un syndicalisme autochtone s'intéresse à toutes les valeurs: c'est une volonté, un mouvement. Refuser d'étudier une idée nouvelle à son mérite, c'est de l'obscurantisme.

Ce qui me blesse dans l'analyse des documents qui est en cours, c'est lorsque, par osmose ou autre chose, on ne veut pas que les travailleurs reçoivent et étudient le document sous prétexte qu'ils ne peuvent le comprendre: c'est de l'obscurantisme, c'est vouloir sauver le peuple mais ne pas lui permettre de dire lui-même ce qu'il pense. On dit souvent: au Québec, il y a des pères qui ont bâti des entreprises, il y a des fils qui les ont développées et il y a des petits-fils qui les ont dilapidées et vendues aux Américains. Je dirais qu'il en est de même pour la CSN. Il y a eu des pères de la confédération des syndicats nationaux, surtout que ce furent souvent des pères religieux; il y a eu des fils, à savoir la volonté des travailleurs, contre bien des forces internes et externes, d'aller plus loin, dans le secteur de la grande entreprise privée, et plus tard dans le secteur public. Nous sommes à la troisième génération de syndicalistes. Allons nous assister à l'heure des petits-fils, c'est-à-dire des gens qui se pensent, parce qu'ils y ont fait beaucoup de choses, les propriétaires de la confédération et qui veulent choisir eux-mêmes ce pourquoi les travailleurs doivent se battre? Ou bien, allons-nous profiter de notre force pour bâtir une nouvelle société?

## C'EST DE CELA QU'IL S'AGIT, RIEN DE PLUS, RIEN DE MOINS

Les journaux parlent du manifeste de la CSN. Ce n'est pas le manifeste de la CSN. Il y aura, j'espère, un manifeste de la CSN au congrès, qui sera un texte rédigé à partir de ce que les syndicats, les fédérations, les conseils centraux auront décidé, mais d'ici ce temps-là, il y a un document d'étude, rien de plus mais rien de moins non plus. Contrairement à ce qui se dit partout, ce document n'est pas le document de l'Exécutif, ni du Bureau, ni du Conseil confédéral. C'est un document préparé pour nos instances, et nous l'avons jugé assez sérieux pour demander à nos membres de l'examiner, de l'étudier, de se prononcer, de l'amender. Il n'y a pas un mot d'approbation de ce document dans aucune instance de décision de la CSN.

### le travail

Organe officiel de la Confédération des syndicats nationaux. Le Travail paraît deux fois par mois. - Directeur: Guy Ferland. Bureaux: 1001, Saint-Denis, Montréal. Tél. 842-3181. Composé et imprimé par Journal Offset Inc., 254 Benjamin-Hudon, Montréal 379.



Photo prise le 7 octobre 1971 lors de la manifestation en faveur des gars de Lapalme dans les rues de Montréal.